

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

---

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone 517 700 Cables: OAU, ADDIS ABABA

**Conférence des Ministres de  
l'Éducation de l'Union africaine (COMEDAF II)  
1<sup>ère</sup> session ordinaire  
8-11 avril 2005  
Alger (ALGERIE)**

**DISCOURS DE S.E.M. ALPHA OUMAR KONARE,  
PRESIDENT DE LA COMMISSION  
DE L'UNION AFRICAINE**

**Monsieur le Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire**  
**Messieurs les Présidents des Institutions algériennes**  
**Monsieur le Directeur Général de l'UNESCO**  
**Mesdames et Messieurs les Ministres**  
**Excellences, Mesdames et Messieurs**

Les rencontres qui s'ouvrent ce matin ici à Alger avec une participation remarquable de Ministres – je m'en réjouis et soyez-en remerciés Mesdames et Messieurs les Ministres - se voudraient certainement rencontre de bilan pour mieux préparer, sous votre leadership, Monsieur le Président Bouteflika, le Sommet des Chefs d'Etat devant se réunir à Khartoum au Soudan, en janvier 2006, Sommet qui aura comme thème principal « l'Education », « la Culture », l'Education et la Culture. Chacun, ici à partir de ce matin, présentera ses succès, car il y a eu des succès ; chacun fera état de ses performances, de ses innovations. Mais il nous faut aller au-delà de se regarder dans un miroir. Car notre école est malade et il ne s'agit pas de diagnostic récent et il ne s'agit pas non plus d'une maladie incurable.

L'engagement de l'UNESCO d'il y a plus de deux décennies de fournir l'éducation pour tous n'a jamais atteint ses objectifs. Son programme « Priorité pour l'Afrique », malgré tous les efforts, a connu des limites.

Les objectifs du programme du Millénaire pour le Développement afin d'assurer, d'ici à 2015, une éducation primaire pour tous et l'autonomisation des femmes, en oeuvrant à l'égalité des sexes dans l'éducation, ne seront pas atteints avant 2129, c'est-à-dire un siècle après la date fixée, si la tendance actuelle se poursuit.

Et toutes ces journées de célébration, et toutes ces années de célébration!  
Et cette Décennie que nous avons lancée, et que nous devrions évaluer sans complaisance pour mieux l'animer, pour toujours l'évaluer.

Certes, le nombre des scolarisés est de plus en plus élevé, malheureusement toujours plus au niveau des garçons que des filles ; mais que d'interrogations sur la qualité de l'enseignement, sur son côté non pratique !

Notre système universitaire ne manque-t-il pas de plus en plus de performances, si l'on sait qu'aucune université africaine, contrairement aux années antérieures, ne figure parmi les cent meilleures universités du monde.

Nos écoles ne sont-elles pas considérées de plus en plus comme des fabriques de chômeurs, pour reprendre l'expression courante ? C'est dire, Excellences, Mesdames et Messieurs, que les remèdes n'ont pas beaucoup porté, surtout pas les remèdes venant de l'extérieur, certainement pas ceux prodigués par les Institutions de Bretton Woods avec les programmes de départ à la retraite

anticipée du personnel du secteur social, le refus obstiné, j'allais dire quelques fois dogmatique, de vouloir opposer l'enseignement supérieur à l'éducation de base, la logique aveugle du marché dans l'acquisition du matériel didactique et autres fournitures scolaires qui favorise l'extérieur, la multiplication des projets en affaiblissant les services publics.

Il nous faut cependant reconnaître, malgré ces critiques, Excellences, Mesdames et Messieurs, que des moyens importants ont pu être mobilisés qui ont permis de réaliser des enquêtes exceptionnelles sur le terrain, d'organiser des débats à des niveaux divers, toutes choses que l'instabilité, voire la fragilité de nos situations politiques internes et souvent la démagogie ambiante n'ont pas permis d'exploiter au mieux.

De grandes faiblesses sont apparues aussi à cause de l'absence de consensus, car il faut aujourd'hui un consensus national pour définir et gérer l'Ecole dans nos pays.

Les bases de la nécessaire refondation de nos systèmes scolaires n'ont pas été réalisées dans bien de pays pour revoir la structure de l'Ecole, la nature de l'Ecole, le contenu des programmes scolaires, le caractère endogène de l'Ecole, son côté pratique et professionnel, les liens entre l'Education et la Culture.

**Monsieur le Président,  
Excellences, Mesdames et Messieurs**

La rencontre d'Alger nous donne l'occasion d'analyser toutes les faiblesses, de tirer toutes les leçons, d'affirmer le caractère impératif, pour la survie de nos sociétés et de nos Etats, de la formation et de la valorisation des ressources humaines, le droit à l'Education, surtout à l'Education de base pour tous et à une formation professionnelle. La rencontre d'Alger doit nous permettre de créer les conditions d'un partage large et continu d'expériences sur toutes les mille petites expériences novatrices de mille expériences locales fondatrices.

La rencontre d'Alger nous donne l'opportunité d'en finir avec les programmes slogans, de constituer un front uni pour ne plus aller ni collectivement, encore moins un à un, à l'abattoir des diktats.

C'est dans cet esprit que nous avons affirmé le principe d'un autre partenariat, celui du NEPAD, dont Monsieur le Président vous êtes un des initiateurs, basé sur la bonne gouvernance, la libération des initiatives, l'exploitation des capacités endogènes en sollicitant aussi l'appui extérieur, l'intégration régionale.

Mais rien de cela ne pourra se mettre durablement en place sans un contexte politique qui puisse permettre l'éclosion d'un pouvoir local en harmonie avec le pouvoir central, d'un pouvoir local plus apte à écouter, à accompagner les initiatives de base.

Rien de cela ne se fera durablement sans un contexte politique marqué par l'affirmation de l'Etat de droit, le respect des libertés, le refus des conflits et des guerres et un engagement à toute épreuve pour juguler les pandémies, notamment celles du SIDA et du paludisme.

**Monsieur le Président,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Ce sont les avancées actuelles, quoiqu'on en dise, du processus démocratique, du processus d'intégration dans nos pays qui ont permis l'éclosion de l'Union africaine.

Du 9 septembre 1999 à nos jours, quelle accélération de l'histoire !  
La Commission de l'Union africaine installée !  
Le Parlement panafricain lancé avec son Siège en Afrique du Sud !  
Le Conseil de paix et de sécurité au travail,  
Le Conseil économique social et culturel mis en route !  
La Cour africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et la Cour de Justice bientôt en place  
Les institutions financières : la Banque centrale africaine, la Banque africaine d'Investissement, le Fonds monétaire africain, en perspective pas lointaine.

L'Union africaine a affirmé une vision, celle d'une intégration progressive du continent à partir des Communautés économiques régionales, fondée sur le principe de subsidiarité. L'Union africaine a défini clairement ses Missions et ses Programmes.

Dans ces Programmes, la part de l'Education est cardinale.

L'Union africaine a hérité de l'OUA du projet de l'Académie africaine des Langues de Bamako. Nous devons donc réfléchir ensemble à définir les modalités de la mise en place urgente, avant 2006 année retenue comme année des langues africaines, de l'Académie ainsi qu'à bien définir ses orientations et missions en vue de la mettre au service de la promotion des langues africaines comme support fondamental du système éducatif. L'Académie africaine des langues devrait nous aider dans la mise en œuvre de politiques de langues étrangères. L'enseignement de la langue espagnole, de la langue portugaise, de la langue chinoise et des langues de l'Inde devrait pour le futur retenir notre attention.

**Monsieur le Président,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Nous devrions permettre au Conseil exécutif de l'Institut panafricain de l'Education pour le Développement (IPED) (ancien BASE, Bureau africain des Sciences de l'Education installé à Kinshasa) de réorienter cet Institut vers, entre

autres, un observatoire de l'Education de base, une mémoire de l'Education en Afrique, le point d'ancrage des Centres d'Excellence au niveau de l'Enseignement supérieur, et en faire une Institution spécialisée de l'Union africaine.

Le Centre des Traditions orales de Niamey devrait rester dans ses fonctions initiales. Peut-être, faudrait-il faire renaître les Centres homologues qui existaient dans d'autres aires culturelles et créer le Centre africain d'alphabétisation qui était sur l'Agenda de l'OUA depuis plus d'une décennie et en même temps assurer un bon accompagnement du Centre créée à Ouagadougou par l'Education des filles.

**Monsieur le Président  
Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Il est proposé également la mise en place d'un fonds de bourse pour favoriser les échanges interuniversitaires en Afrique et hors d'Afrique. Il reste à définir les modalités opérationnelles ainsi que les voies et moyens de retenir sur place et de faire bénéficier l'Afrique du savoir et du savoir-faire de ces personnes ainsi formées.

**Monsieur le Président,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,**

L'Afrique vit une période de son histoire qui est, comme Monsieur le Directeur général de l'UNESCO vient de le dire, celle de la « Révolution numérique ». La société de l'information qui s'installe à nos portes, le prochain Sommet de la Société mondiale aura lieu à Tunis en novembre prochain nous demande d'agir vite pour ne pas laisser se creuser davantage le fossé numérique entre le Nord et le Sud. Nous sommes plus que jamais persuadés que l'émergence des nouvelles technologies de l'information et de la communication constitue une chance inouïe pour l'Afrique de faire jeu égal avec les autres régions du monde. Pour la première fois, les Africains ont la chance de suivre un enseignement de qualité à distance, sans avoir besoin de se déplacer.

Il est donc plus que temps de mettre en place un programme en réseau de Centres d'Excellence pour l'éducation à distance avec un accent particulier sur la formation des formateurs. Ce programme impliquera tous les Etats membres et sera axé autour d'initiatives déjà existantes, parce qu'il ne faut pas en créer et les multiplier, telles que les programmes de l'UNISA en Afrique du Sud et de l'Université virtuelle africaine à Nairobi et bien d'autres initiatives qu'il nous reste à identifier. L'Education à distance, par les voies traditionnelles, les voies des ondes, mais aussi les voies révolutionnaires des NTIC, portera le savoir jusqu'au plus profond de nos villes et villages ; tel est l'objectif que nous devons viser ; et c'est l'objectif du programme « e-school » de l'Union africaine/NEPAD, programme de la Commission « E – Africa ».

La Commission de l'Union africaine, quant à elle, s'emploiera à jouer son rôle de catalyseur, d'harmonisateur et de coordonnateur pour la mise en chantier de tous ces programmes ainsi que bien d'autres qui pourront faciliter l'utilisation de nos très nombreux scientifiques travaillant hors du continent. Nous avons :

- le projet « NUBIA » d'une Banque de données des Ressources humaines africaines dans tous les domaines en Afrique et dans la diaspora ;
- le projet ISIS d'une Banque d'Experts spécialisés dans des domaines spécifiques, à consulter en cas de besoin, par les Etats, les CER, les privés et bien sûr par l'Organe central ;
- la mise en place d'un système d'accréditation et de reconnaissance des acquis et diplômes, ainsi que de suivi de la qualité des programmes visant à faciliter, à terme, la mobilité et, partant, l'intégration régionale et continentale. Ne pouvons nous pas partir de l'exemple du « CAMES » propre à plusieurs pays africains pour ouvrir un débat sur l'harmonisation des diplômes en Afrique ?
- la promotion et le renforcement de l'Edition africaine, qui rapporte beaucoup afin de développer la production du Livre et sa diffusion en tant que dimension essentielle de la promotion des outils de l'éducation, de la formation, de l'alphabétisation, **et** du savoir en général.

**Monsieur le Président de la République,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Vous me permettrez de saluer ici et de rendre hommage au Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, et à toute son équipe, surtout l'équipe africaine pour leur disponibilité constante. Nous n'avons aucun doute que comme par le passé, fort du soutien que nous avons décidé de lui apporter, à travers la décision du Sommet des chefs d'Etat de juillet 2004, pour sa réélection en octobre prochain, que l'Agenda africain sera son Agenda, donnant ainsi l'exemple à toutes les institutions internationales de faire de l'Afrique une priorité, pas simplement par le discours, une vraie priorité mesurable à travers des programmes, à travers aussi la place qui sera faite aux Africains dans toutes ces institutions.

**Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Nous sommes persuadés que la réforme du système des Nations unies en cours veillera à ce que soit rendu aux institutions spécialisées des Nations unies, singulièrement ici à l'UNESCO, tout leur pouvoir, quitte à elle de faire les ajustements inévitables, les transformations et adaptations indispensables.

Nous devons veiller à ce que les institutions financières ne s'approprient plus leurs responsabilités, ou que leurs responsabilités ne soient vidées de leur contenu par la création d'une multiplicité de programmes concurrents à leur côté.

**Monsieur le Président de la République,**

Enfin, nous ne pouvons pas conclure notre intervention sans encore une fois rappeler - et je ne m'en laisserai jamais par devoir, par reconnaissance, par exigence - de rappeler les immenses sacrifices consentis sur cette terre un certain 1<sup>er</sup> novembre 1954 par ce peuple d'Algérie, et le plus du million de martyrs. L'année dernière, nous en avons célébré le cinquantenaire.

C'était hier, c'est aujourd'hui, mais ce sera aussi demain car cette révolution algérienne a rencontré l'Histoire, a porté l'Histoire, s'est inscrite dans l'Histoire à cause de sa dimension panafricaine, de sa dimension forte de solidarité qui font que vous nous accueillez si bien comme vous l'avez fait il y a deux semaines en accueillant le Sommet arabe, comme vous le ferez dans une semaine en accueillant la rencontre africaine des Ministres chargés des Sports, comme vous le ferez dans un an en accueillant les 9<sup>ème</sup> Jeux africains.

**Monsieur le Président,**

Dussé-je blesser encore une fois votre modestie, vous ne m'en voudrez pas, mais pour tous vos « Moujahidines », mais pour eux plus que pour vous, votre jeunesse d'aujourd'hui, très respectueusement, c'est celle qui s'en est allée dormir dans les maquis de l'A.L.N, c'est cette jeunesse qui, il y a quarante ou cinquante ans, s'est muée en maturité, en responsabilité quand, à 22 ans, vous avez été appelé à exercer les fonctions de Ministre de la Jeunesse, à 24 ans à peine, celle de Ministre des Affaires étrangères. J'en passe...

**Monsieur le Président de la République,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,**

C'est fort de tout cela qu'ici à Alger, aujourd'hui, nous pouvons dire fortement que l'Afrique sera faite d'abord par les Africains, quelque soient l'amitié et l'engagement de nos partenaires, que nous pouvons dire aujourd'hui ici à Alger à tous ceux qui veulent nous accompagner dans nos efforts de développement que la lutte contre la pauvreté passe d'abord par la confiance aux populations africaines et aux cadres africains, par l'écoute, par le respect. Que la lutte contre la pauvreté passe également par des engagements véritables, au-delà d'un certain mercantilisme, en faveur de l'école, de la santé, de l'agriculture, et de la construction de grandes infrastructures. De grâce, qu'on ne les mette pas en conflit, en opposition.

**Monsieur le Président,  
Monsieur le Directeur de l'UNESCO,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Pour être à hauteur d'attente :

- Il nous faut donner une conscience à notre école, fonder notre école sur des valeurs de travail, de solidarité, de partage, et de tolérance, des valeurs de non discrimination, des valeurs démocratiques ;
- Il faut que l'Ecole porte la femme africaine et aide à sa libération ; il faut que la femme africaine porte l'éducation et la culture ;
- Il nous faut éviter, Excellences, Mesdames et Messieurs que des images d'ailleurs, ces cultures d'ailleurs ne viennent pas nous agresser et s'imposer à nous : ces agressions contre les enseignants qu'on tabasse, ces humiliations de parents certes mais aussi ces harcèlements d'enfants.

Bien sûr, nous disons les enfants d'abord ! Certes mais pas les enfants sans les parents, le père et la mère et le maître. L'enfant est béni, les parents et le maître sont sacrés. C'est cela la base de notre culture.

La conscience de notre Ecole doit aussi sans contexte, assumer une dimension spirituelle et religieuse, dans la tolérance et l'ouverture.

Pour être à hauteur d'attente :

**Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Il nous faut donner une mémoire à notre Ecole : à défaut aujourd'hui de programmes communs , partager ensemble des modules de programmes sur l'Histoire de l'esclavage, sur l'Histoire de l'Egypte, sur l'Histoire de la lutte de libération nationale et de la lutte contre l'apartheid, l'Histoire du Panafricanisme, l'enseignement des langues africaines, voire de l'égyptien ancien, parce que l'Egypte est fondamentalement africaine.

Nous ne pouvons plus accepter qu'on dénigre des luttes de nos peuples, qu'on tente d'en faire des faits divers. Nous sommes favorables au pardon mais à l'oubli. Nous devons tourner la page, mais pas la déchirer.

Pour être à hauteur d'attente : Excellences, Mesdames et Messieurs

Il nous faut asseoir notre Ecole sur nos savoirs locaux mais en l'ouvrant aussi à la modernité, aux sciences et aux techniques, notamment aux nouvelles

technologies de l'information et de la communication. Notre Ecole doit s'ouvrir plus à de nouvelles cultures : culture de la paix, culture de l'environnement, culture des droits de l'homme, culture sanitaire, culture physique (souvent oubliée).

Pour être à hauteur d'attente : Excellences, Mesdames et Messieurs

Il nous faut partager l'idéal panafricain : former les citoyens africains pour lesquels l'Afrique est une patrie, l'Afrique est une, plurielle et diverse, l'Afrique de toutes les couleurs.

Il n'y a aucun doute que, forts de toutes nos potentialités, humaines et matérielles, Excellences, Mesdames et Messieurs, que nous sommes le continent du futur, qu'il n'y aura pas de demain sans nous. Ce n'est pas un slogan, c'est une réalité pour laquelle nous sommes déterminés à nous battre.

Puissions-nous pour ce faire tenir toute notre place en tirant les leçons de nos luttes antérieures contre l'esclavage, **contre** le colonialisme et l'apartheid. Nous sommes ici aujourd'hui encore parce que nous avons su nous unir, parce que nous avons su être solidaires, parce que nous avons accepté de nous battre, parce que nous avons refusé la fatalité.

**Puisse-t-il en être toujours ainsi !**

**Puisse Dieu nous assister !**

**Plein succès à nos travaux.**